



Patricia TEJAS, secrétaire générale de la Fédération des Finances CGT était l'invitée de la semaine du quotidien l'Humanité.

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Lundi 4 mars 2013



L'INVITÉE DE LA SEMAINE

PATRICIA TEJAS,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT.

Le pouvoir a-t-il un sexe ?

Le pouvoir a-t-il un sexe ?
Tel est le titre d'un petit ouvrage récemment édité par la Fondation Gabriel-Péri. Il s'agit d'une compilation des actes d'un séminaire organisé autour de ce thème par la Fondation et le groupe Femmes et pouvoir, de l'Initiative féministe européenne pour une autre Europe. À sa lecture ce week-end, j'ai été particulièrement attentive à deux chapitres de cette publication. Le premier, intitulé « Pouvoir et domination de sexe », où l'auteur, Nicole-Édith Thévenin, psychanalyste, décortique, entre autres, les mécanismes de domination masculine. Cette domination se perpétue y compris dans les partis, les institutions, les syndicats. Elle repose la question de leurs

modes de fonctionnement et de leurs contenus idéologiques qui, de manière quelquefois inconsciente, reproduisent l'idéologie étatique et ne dépassent pas la « démocratie bourgeoise ». Le second est intitulé « Le pouvoir dans la cuisine ». Martine Bourelly, salariée

Nicole-Édith Thévenin décortique les mécanismes de domination masculine.

et syndicaliste, a choisi d'analyser historiquement la situation de l'activité culinaire. En effet, si l'image de la femme émancipée s'est substituée à l'image de la mère nourricière, les tâches domestiques et la cuisine familiale restent trop souvent à la charge des femmes. En revanche,

en France, la cuisine professionnelle reste bien une histoire d'hommes. Cette activité tellement humaine, la cuisine, persiste sous une forme spécifiquement féminine dans la sphère privée et spécifiquement masculine dans la sphère publique... Il n'y a pas de hasard ! Plus globalement, il s'agit pour les intervenantes et intervenants de questionner le mouvement féministe par rapport à la conquête du pouvoir. Après les derniers textes lus, une citation me revient en boucle, celle de Jean-Louis Sagot-Duvauroux, philosophe et dramaturge :
« *Tout pouvoir tend à étouffer ou digérer la révolte au profit du consensus, lequel rassure et permet au pouvoir de répondre au désir de contrôle et de sécurité.* »

Mardi 5 mars 2013



L'INVITÉE DE LA SEMAINE

PATRICIA TEJAS,
SECRETAIRES GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT.

Qu'est-ce qu'on attend pour être (plus) nombreux ?

Ce début de siècle débute par une crise systémique d'une extrême violence caractérisée par une crise financière, économique et sociale, une crise alimentaire et environnementale.

Le système capitalisme détruit la vie, à la recherche d'un maximum de profits. Il organise le pillage des ressources naturelles, l'exploitation des peuples et la manipulation idéologique. Il privatise les services publics et les biens communs, tels que l'eau, l'air, la terre...

Face à cette barbarie s'organisent des luttes pour plus de justice sociale dans le monde. C'est encore le cas aujourd'hui avec la mobilisation contre l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la « sécurisation de l'emploi ». Cependant, nous ne

pouvons que constater qu'à ce jour le rapport de forces est encore insuffisant. Une de nos faiblesses, en tant que militants syndicaux, est notre grande difficulté à construire un mouvement de classe et de masse, un mouvement émancipateur, conscient que les

« Le système capitalisme détruit la vie, à la recherche d'un maximum de profits. »

revendications de progrès social et de justice pour tous sont incompatibles avec l'idéologie dominante. Il nous faut travailler encore plus aux convergences et faire en sorte que 2013 soit une année de mobilisation générale.

Parce qu'elle est la première organisation syndicale confédérée, la

CGT a une responsabilité particulière. Pour être crédible et efficace, elle doit initier une réflexion sur la nécessaire évolution du syndicalisme français. Elle doit aussi s'inscrire dans les processus de débat et d'action afin que les forces de transformation sociale investissent de façon durable et très concrète la vie démocratique. Travailler au-delà du mouvement syndical avec les forces sociales et politiques disponibles peut œuvrer aux mobilisations de tous les salariés, des privés d'emploi et des retraités. Le prochain congrès de la CGT, du 18 au 22 mars, à Toulouse, aura à débattre de cet « objectif simple et ambitieux : rassembler les salariés à partir de leurs revendications pour leur permettre de participer à la transformation de la société ».

Mercredi 6 mars 2013



L'INVITÉE DE LA SEMAINE

PATRICIA TEJAS,
SECRETAIRES GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT.

Une fédération des finances CGT, pour quoi faire ?

L'invitation que m'a faite l'Humanité est aussi pour moi l'occasion de mieux faire connaître la CGT « aux finances ». D'abord en enlevant une ambiguïté, la fédération des finances n'organise pas les syndiqués des banques mais ceux des administrations de « Bercy » et des établissements financiers semi-publics. « Bercy », pour faire simple, ce sont les ministères en charge de l'économie, du budget, du redressement productif, de la consommation... Les établissements semi-publics, ce sont la Banque de France, la Caisse des dépôts, Oséo, l'Agence française de développement... La CGT aux finances construit, avec les personnels, des revendications qui répondent à leurs besoins et des propositions visant à la

transformation profonde et durable de l'ordre économique et social actuel. Les droits et garanties des personnels exerçant des missions de service public, la fiscalité, le financement de l'économie réelle, le contrôle des acteurs financiers, la protection des consommateurs, le

« Les militantes et militants "finances" sont au cœur des enjeux revendicatifs. »

crédit, la monnaie, la reconquête des activités et de l'emploi industriels, sont des sujets brûlants d'actualité. À ce titre, de nombreuses mobilisations existent. Les agents de la douane, de la concurrence et de la consommation se battent pour conforter leurs missions et renforcer leurs moyens d'intervention au service d'une

protection accrue des consommateurs et du contrôle des acteurs économiques.*

Il en est de même pour les agents des finances publiques, qui non seulement se battent pour leurs emplois mais aussi pour une fiscalité plus juste et plus efficace. Enfin et sans être exhaustive, les salariés de la Banque de France mènent en ce moment une lutte exemplaire face à un gouverneur fossoyeur d'emplois et de missions de service public, tel le suivi des dossiers de surendettement. Les militantes et militants « finances » sont au cœur des enjeux revendicatifs parce que la crise a rappelé la nécessité de l'intervention publique, y compris en matière économique et sociale. Ils comptent bien s'inscrire dans une démarche interprofessionnelle et exigent de replacer les finances au service des peuples.

Jeudi 7 mars 2013



L'INVITÉE DE LA SEMAINE

PATRICIA TEJAS,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT.

Envies d'ailleurs ? Enki Bilal expose au Louvre

Si comme moi, vous avez envie d'une respiration esthétique et que vous êtes sensible à l'art contemporain, permettez-moi de vous faire partager mon coup de cœur de la semaine. Enki Bilal est un artiste né en 1951 en Yougoslavie. Il arrive en France dans les années soixante et, dix ans après, il dessine pour *Pilote*. Je découvre ses œuvres beaucoup plus tard et suis immédiatement happée par son univers futuriste et envoûtant. Depuis, mon intérêt pour cet artiste ne faiblit pas. Lui-même se qualifie comme un « dessinateur de l'enfermement urbain » utilisant des tons froids dominants mais aussi beaucoup de rouges. Les figures féminines, souvent aux cheveux bleus, révèlent des cicatrices, des blessures.

Selon Bilal, « la sensualité passe par l'éloge de l'imperfection ». En 2009, il publie *Animalz*, livre qui conte le récit d'un futur étouffant : le dérèglement climatique généralisé, la planète martyrisée, l'eau potable soudain

« Les figures féminines, aux cheveux bleus, révèlent des cicatrices, des blessures. »

devenue un trésor, où la survie de chacun devient une obsession. Une lecture très visuelle qui interroge notre rapport au monde animal, minéral, végétal... Sa dernière publication qui est aussi une exposition, *les Fantômes du Louvre*, est une visite irréaliste et éblouissante

dans les salles de ce grand musée. L'artiste imagine vingt-deux destins de femmes, d'hommes ou d'enfants dont la vie a été intimement liée à une des œuvres exposées. Tous sont morts depuis longtemps, souvent de manière violente. Ils sont esclave, sculpteur, muse, peintre, palefrenier, guerrière... Ces personnages hantent désormais les couloirs du musée. Enki Bilal les réincarne en les peignant et en racontant leur vie. Par la poésie de l'artiste, ils se fondent désormais dans les œuvres majestueuses de Delacroix, Dürer ou Léonard de Vinci... Entrer dans ce livre ou visiter l'exposition, c'est faire un voyage enivrant et remonter le temps (au Louvre jusqu'au 18 mars, le livre est édité chez Futuropolis-Louvre éditions).

Vendredi 8 mars 2013



L'INVITÉE DE LA SEMAINE

PATRICIA TEJAS,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT.

Pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine

Aujourd'hui, les organisations syndicales vont signer le protocole relatif à l'égalité professionnelle dans la fonction publique. Ce protocole est une première étape sur la longue route de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Alors que la place des femmes dans la cité et la famille a évolué, la division sexuée du travail perdure. Les femmes sont recensées pour plus de la moitié d'entre elles dans 12 familles professionnelles sur 87 ! Les femmes y auraient leur place en raison de « qualités dites naturelles » : l'empathie, l'intuition, la minutie... Les hommes auraient des « compétences réelles » : l'autorité, l'esprit de décision... Dans le secteur public et dans le secteur privé, les métiers à prédominance féminine se trouvent

très souvent dévalorisés. Le principe « à travail égal, salaire égal » impose l'égalité entre femmes et hommes occupant le même emploi, mais comment faire quand la majorité des femmes n'occupent pas les mêmes emplois que les hommes ? Par exemple,

« La division sexuée du travail perdure. »

dans la fonction publique, ce sont les filières administratives, sociales, éducatives ou soignantes qui ont des rémunérations inférieures à celles de la filière technique, largement masculine. Les classifications professionnelles sont depuis toujours au cœur de la négociation et souvent issues d'un compromis social qui a été construit

la plupart du temps sans les femmes. Face à ce constat, il convient de rendre effectif le principe de « à travail de valeur égale, salaire égal » inscrit dans le Code du travail. Cela signifie que « sont considérés comme ayant une valeur égale les travaux qui exigent des connaissances ensemble comparable de connaissances professionnelles, de capacités découlant de l'expérience acquise, de responsabilités et de charge physique ou nerveuse ». Ce travail est colossal mais indispensable. Colossal parce qu'il passe par une phase de déconstruction de tous les stéréotypes puis par une nouvelle évaluation et classification des emplois. Indispensable parce que cette démarche ouvre de nouvelles pistes d'action pour que l'égalité professionnelle devienne une réalité pour toutes et tous.